

A thick black L-shaped frame surrounds the text. The top horizontal bar is on the left, the left vertical bar is on the left, and the bottom horizontal bar is on the right.

LA DÉMOGRAPHIE ET L'ÉTAT-PROVIDENCE

Chapitre 7

Tiré de *Les Français*, Julie Fette et al., 4th edition

Introduction

- Le gouvernement américain ne s'intéresse pas beaucoup à la démographie, sauf en matière d'immigration.
- Les naissances, les mariages et les décès sont des affaires purement individuelles.
- Le gouvernement fédéral n'a ni politique démographique ni véritable politique familiale, parce qu'il considère que cela ne le regarde pas.
- En France, c'est plutôt le contraire. Le gouvernement s'intéresse à la démographie et à la famille et considère son devoir d'aider les parents et d'agir sur la démographie pour l'orienter selon les besoins démographiques de la nation.
- C'est une longue tradition paternaliste reprise par l'Etat républicain moderne.
- L'Etat est comme un père qui a le devoir de protéger ses enfants, et, en contrepartie, a le droit d'intervenir dans leur vie pour imposer un ordre conforme à l'intérêt supérieur de la nation.

Introduction

- De plus s'est ajouté l'Etat-providence (*welfare state*) plus développé en Europe qu'aux Etats-Unis.
- Né dans les années 1930 (crise économique) dans les pays occidentaux et accéléré après 1945.
- Ce système assure à tous les habitants du pays une sécurité économique minimale en toutes circonstances pour éliminer la misère de la société, mais il faut remplir certaines conditions. Exemples:
 - Minimum légal de cinq semaines de congés payés par an, mais à prendre en deux blocs: 2 semaines + 4 semaines.
 - Généreuses allocations aux femmes enceintes de revenu modeste, à condition qu'elles subissent tous les examens médicaux (gratuits) prescrits.
- Ce n'est pas un système socialiste, car tous les partis politiques, y compris ceux de droite adhèrent à ce système universel de protection de l'individu du berceau au tombeau: politique familiale, système des retraites et système d'assurance-santé.

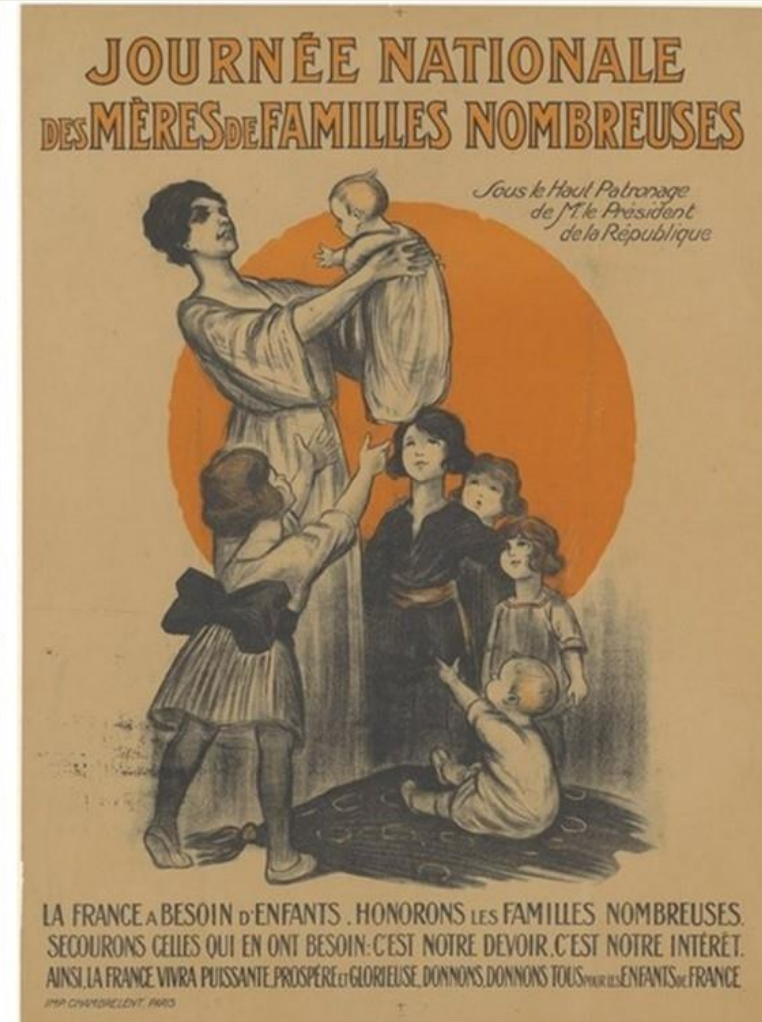
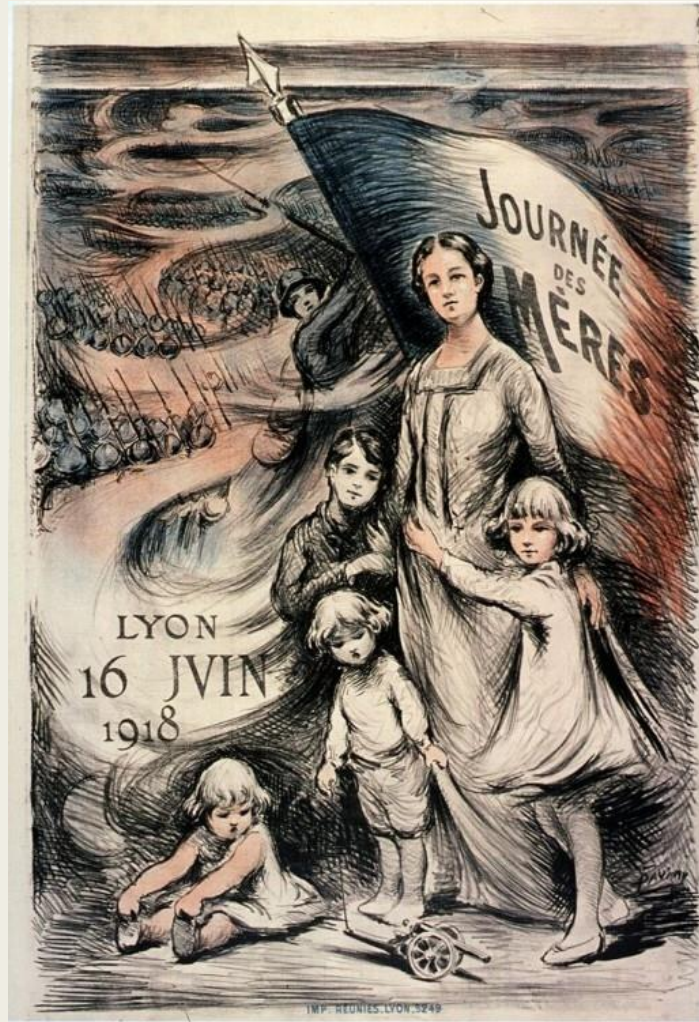
La population dans le passé

- La France a été pendant longtemps le pays le plus peuplé d'Europe.
- Dans le chapitre deux d'un livre de géographie de la classe de première (*11th grade*), les élèves apprennent qu'ils ont 15 milliards d'ancêtres.
- Jusqu'en 1815, la France était une superpuissance mondiale, mais ensuite la « grande nation » a faibli à cause d'une faible natalité et d'un retard dans son entrée dans l'ère industrielle.
- Après la Première Guerre mondiale (1 million $\frac{1}{2}$ de morts): situation catastrophique et taux de natalité (ne plus faire d'enfant pour ne pas le voir mourir à la guerre) plus bas que taux de mortalité.
- → politique d'immigration, en 1920, premier pays d'immigration au monde: des millions d'Italiens, de Polonais, d'Espagnols, de Belges et de Russes viennent travailler dans les mines, les ports, et les villes industrielles françaises.

La population dans le passé

- Peu de Français émigrèrent. Seulement 800 000 Français émigrèrent sur les 37 millions d'Européens qui ont émigré aux Etats-Unis entre 1820 et 1990.
- Un peu plus ont émigré vers le Canada au 17^e siècle et vers l'Algérie au 19^e siècle.
- A la veille de la Seconde Guerre mondiale, la France avait seulement deux fois plus d'habitants qu'au 14^e siècle; entre 1650 et 1950, la population française a doublé, mais celle de l'Europe a quintuplé.
- On dit que la faiblesse du taux de natalité français aurait été une des causes profondes de la défaite militaire de 1940 et de l'invasion du pays par l'armée allemande,
- → Politique nataliste du gouvernement—avortement est un crime; allocations familiales en fonction du nombre d'enfants que les Français avaient, quel que soit le revenu de la famille; Prime spéciale accordée pour le premier bébé.
- Code de la Famille
- Gouvernement de Vichy: cérémonies publiques où on distribuait des médailles aux mères de familles nombreuses.

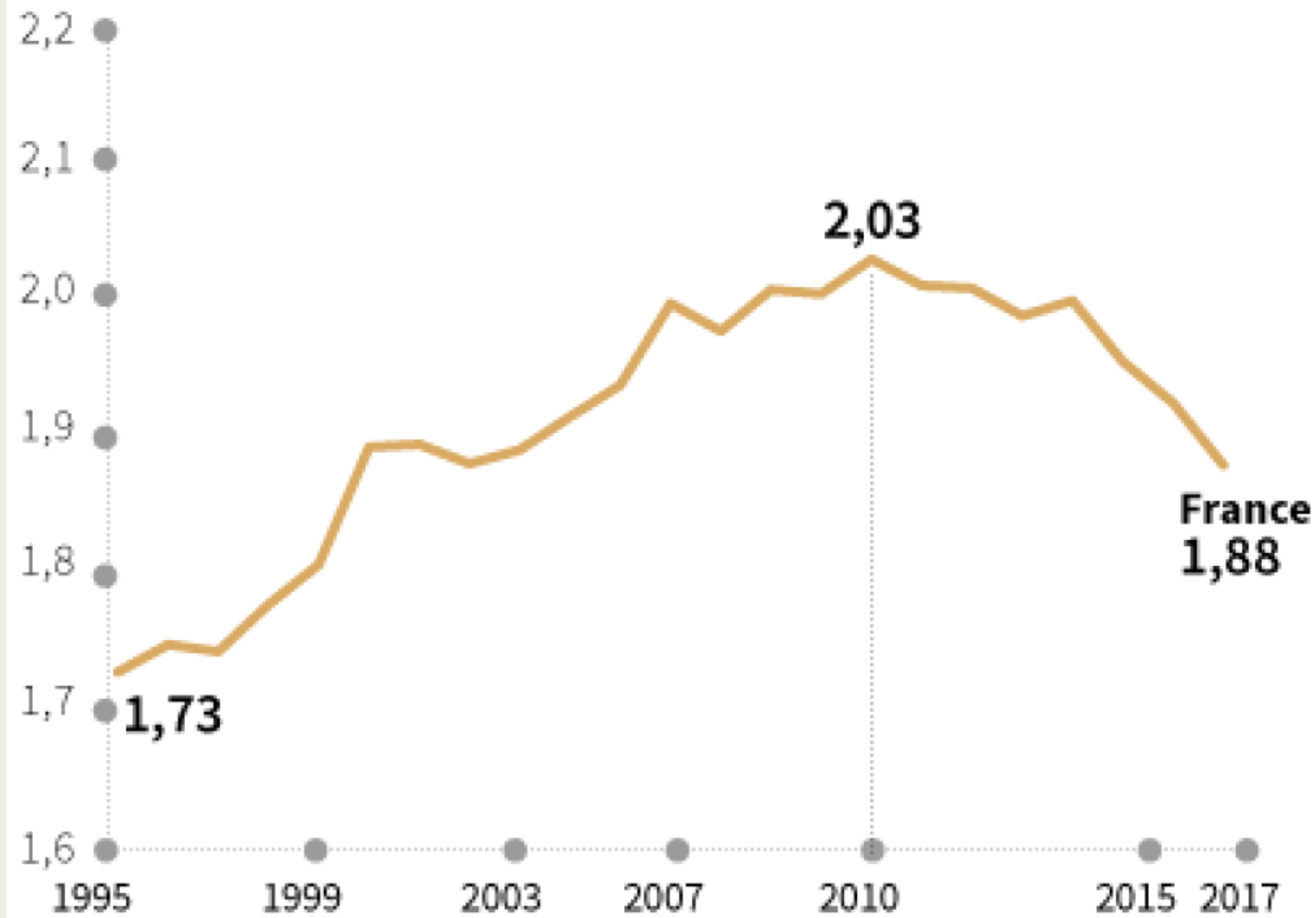
Politique nataliste après les Guerres mondiales



<https://media.nouvelobs.com/ext/uri/ureferentiel.nouvelobs.com/file/14045422.jpg>

Les naissances ont baissé ces dernières années.

TAUX DE FÉCONDITÉ, EN NOMBRE D'ENFANTS PAR FEMME



(2016)	Irlande	1,90
(2015)	Royaume-Uni	1,80
(2015)	Allemagne	1,50
(2015)	Italie	1,35
(2016)	Espagne	1,34

La Politique familiale

- La politique nataliste encore soutenue à gauche et en partie à droite; aussi justice sociale.
- La conception française des enfants est une sorte de responsabilité collective de tous les adultes.
- Les avantages sont la prime de naissance de presque mille euros aux femmes de ressources inférieures à un certain plafond et qui ont subi les examens médicaux prénatals (gratuits) requis par le système national d'assurance-santé géré par la Sécurité sociale.
- Autres avantages:
 - *Concilier la vie de famille avec le travail: congés parentaux payés qui permettent aux mères et aux pères de s'occuper de leurs nouveau-nés tout en conservant leur emploi.*
 - *Primes pour payer les dépenses pour l'entretien des enfants.*
 - *Système public et subventionné de garde des enfants en bas âge. (Personnel certifié)*
- Politiques familiales semblables au Canada et dans les pays européens membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques(OCDE); Pays nordiques encore plus généreux.
- Seuls les Etats-Unis ont une absence de politique familiale.

La Politique familiale

- Les congés de maternité existent depuis 1909, un droit pour toute femme salariée. De nos jours ils sont de 16 semaines payé à 100% du salaire; 26 semaines pour le 3^e enfant. Une partie obligatoire: 2 semaines avant la naissance et 6 semaines après. Le minimum est plus long pour un 3^e enfant ou des jumeaux.
- Aux Etats-Unis: 12 semaines non payées, sans risque de perdre son emploi, en 1993 (Family Medical Leave Act); cela ne couvre que 60% des salariés (un an d'ancienneté; minimum d'heures travaillées; entreprises de moins de 50 employés sont exemptées.) Beaucoup d'Américaines n'ont pas les moyens pour prendre ce congé.
- En France, congé de paternité depuis 2002: 28 jours depuis 2021, 7 obligatoires.
- Un parent qui adopte a droit à 10 semaines de congé ou 22 semaines pour une adoption multiple et la prime à la naissance.
- Tous les pays de l'Europe de l'Ouest ont un congé de maternité, et la moitié un congé de paternité ainsi que des congés payés dûs à la maladie d'un enfant, parent ou partenaire.

La Politique familiale

- Deuxième branche de la politique familiale: les primes.
- La Caisse d'allocations familiales (CAF): prestations familiales, éducation, logement, emploi et lutte contre la pauvreté.
- Dépenses de la CAF: 5% du PIB (produit intérieur brut): 2 fois plus que la moyenne européenne.
- Dès 1945, allocations familiales à partir du 2^e enfant, même pour classes aisées.
- Mais en 2015, le président socialiste François Hollande a réduit le montant des allocations familiales aux familles aisées.
- 2021, familles au revenu minimum: 130 euros par mois pour 2 enfants, 300 pour 3 enfants, 470 pour 4 enfants → l'âge de 20 ans. Tous les résidents légaux y ont droit
- Emmanuel Macron a conservé cette politique.

La Politique familiale

- Avantages financiers apportés par l'Etat:
- Complément familial (plus de 170 euros par mois) + allocations familiales pour familles au revenu modeste d'au moins 3 enfants.
- Jusqu'à 3 ans: montant mensuel aux dépenses d'entretien de chaque enfant.
- Allocation de logement et prime de déménagement qui permet aux familles d'au moins 3 enfants d'avoir un logement plus grand à la naissance d'un 4^e enfant.
- Allocation de rentrée scolaire pour aider à payer les livres et les cahiers des enfants entre 6 et 18 ans.
- Allocation de soutien familial pour toute personne assurant seule l'éducation d'au moins un enfant.
- Allocation d'éducation d'un enfant handicapé.
- Allocation journalière pour tout parent ayant totalement ou partiellement arrêté de travailler pour s'occuper d'un enfant gravement malade, accidenté, ou handicapé.

La Politique familiale

- La troisième branche de la politique familiale aussi en Europe: système organisé et subventionné par l'Etat de garde des enfants qui permet aux parents d'enfants en bas âge de continuer à travailler.
- En France: allocation de garde d'enfant à domicile jusqu'à 3 ans au domicile des parents, ou bien chez une « assistante maternelle . »
- Assistantes maternelles, formées et agréées qui gardent jusqu'à 4 enfants dans leur maison et remboursées par l'Etat: 33% des enfants de moins de 3 ans en 2016.
- Les crèches collectives, municipales ou départementales, ou les crèches d'entreprise ou privées: 18% des enfants de moins de 3 ans en 2016.
- Les crèches publiques sont administrées et financées directement par la CAF (caisse d'allocations familiales) et les tarifs subventionnés par l'Etat et selon les ressources de la famille → abordables.
- Aux Etats-Unis, 5% des enfants de moins de 3 ans sont éligibles pour les crèches subventionnées. Dans le privé, le prix va jusqu'à 20 000 dollars par an dans les villes américaines de taille moyenne.

La Politique familiale

- Ces dispositions multiples résultent en une conciliation des vies familiales et professionnelles des deux parents.
- Présence accrue des femmes dans le monde du travail.
- Malgré cela, 43% des enfants sont gardés par leurs parents, leur famille ou les amis des parents.
- Les gouvernements de droite et de gauche ont promis d'augmenter le nombre de places d'accueil d'enfants de moins de 3 ans,
- MAIS en 2019 il y avait encore un déficit de 230 000 places.

La Politique familiale

- L'école maternelle (*Pre-K*): instruction publique et gratuite pour enfants de 2 ½ ans jusqu'à 6 ans, âge obligatoire de scolarité en 1882. 97% des enfants inscrits.
- Depuis 2019, âge de scolarité abaissé de 6 ans à 3 ans.
- La mairie finance aussi les activités périscolaires après l'école, le centre de loisirs le mercredi (jour de congé ou de demi-congé pour les écoles) et les colonies de vacances en été.
- La contribution payée par la famille dépend du nombre d'enfants et du revenu des parents: les plus pauvres payent très peu et les familles aisées ont même une petite aide de la mairie pour ce qui est périscolaire.
- La prime entre 150 et 400 euros par mois est une prestation partagée d'éducation de l'enfant pour tout parent qui cesse d'avoir un emploi ou qui réduit son activité professionnelle à temps partiel pour s'occuper de son enfant de moins de 3 ans.
- Surtout employée par les mères; seulement 3 % des hommes.

La Politique familiale

- Avec la prime, le taux de natalité a augmenté à partir de 1942, puis il y a eu le *baby boom*, et est resté assez élevé jusqu'en 1972, pour baisser à nouveau.
- Causes de la baisse? Amélioration de la condition de la femme, niveau d'éducation, légalisation de la contraception (1967) et de l'avortement (1975), les deux remboursés par la Sécurité sociale.
- Le taux de natalité en France est moins bas que dans les autres pays d'Europe, 1,88 enfants en 2017.
- La baisse est en partie due au recul de l'âge de première maternité.
- La politique nataliste française atteint ses objectifs, mais il y a aussi d'autres facteurs: l'état de l'économie—le marché du travail— et les changements socio-culturels—prolongation des études.

L'immigration

- Après la Seconde Guerre mondiale, la France avait besoin de travailleurs adultes pour reconstruire la France et soutenir le développement industriel des années 1950 à 1960.
- Recours à l'immigration massive de 1945 à 1974: Italiens et Espagnols, puis Portugais, Asiatiques, et habitants des pays décolonisés par la France de l'Afrique sub-saharienne et du Maghreb (Maroc, Algérie, Tunisie). En 1982, Algériens les plus nombreux.
- 1950-1960: immigration contrôlée par les autorités françaises: les hommes surtout hébergés dans des foyers pour travailleurs immigrés ou dans des bidonvilles à la périphérie des villes.
- Immigrants temporaires qui retourneraient dans leur pays après quelques années.
- Après le choc pétrolier de 1973, l'immigration est arrêtée, mais les familles peuvent rejoindre leur mari, père, ou fils en France.
- Donc beaucoup d'hommes sont restés définitivement, parce que leurs enfants étaient nés et éduqués en France.

L'immigration

- Avec la crise économique, un mouvement xénophobe s'est développé visant les immigrés comme responsables du chômage et de la décroissance.
- Forte progression du Front national, parti d'extrême-droite hostile à l'immigration aux élections locales et nationales, entre 15 et 20 % des votes.
- Alors, les gouvernements de la droite modérée ont restreint les droits des immigrés légaux et essayé de réprimer l'immigration illégale: Loi Pasqua de 1986 et de 1993.
- Depuis 1990, le regroupement familial est restreint et le statut de réfugié politique est difficile à obtenir.
- Contrôles policiers, expulsions.
- Zones d'incarcération dans les aéroports pour les étrangers en situation irrégulière.
- Graves sanctions pour les passeurs de clandestins.
- De plus en plus difficile d'entrer en France pour les citoyens des pays en voie de développement qui doivent obtenir un visa pour entrer en France.

L'immigration

- L'immigration illégale, difficile à quantifier est moins importante qu'aux Etats-Unis.
- Les immigrés quittent les pays d'Afrique sub-saharienne et d'Afrique du nord pour cause de situation économique difficile.
- Occupation d'immigrés illégaux dans les églises Saint-Ambroise et Saint-Bernard à Paris a suscité de nombreux débats sur les « sans-papiers » (emploi, logement, soins).
- Ces sans-papiers ne veulent pas tous rester en France: cas des immigrés installés dans la « jungle » à Calais dans l'espoir de partir pour l'Angleterre: de 4 400 migrants étrangers à 10 000 pendant 15 ans. Le camp a été démantelé en 2016.
- Depuis 2014, l'Union européenne a suspendu le principe de libre circulation dans l'espace Schengen dans certains pays. L'Allemagne a été généreuse, la France beaucoup moins (protectionnisme compliqué par les attentats terroristes et la menace des mouvements populistes réactionnaires).
- La loi Dublin: demande d'asile dans le premier pays d'accueil.

L'immigration

- Pourquoi l'Angleterre? https://youtu.be/6v_g2MgCOY0



La « jungle » à Calais
avant le démantèlement
en 2016.

<https://www.francetvinfo.fr/image/759h8ve1c-4195/1200/825/7945261.jpg>

L'immigration

- Organisations caritatives en France et internationales essaient de protéger les immigrés illégaux de la noyade, de l'expulsion et de la régularisation s'ils ont des enfants scolarisés en France.
- L'Etat, par contre, apporte une réponse plus policière: plus de 26 000 expulsions d'immigrés illégaux en 2017.
- Aujourd'hui, l'immigration légale suit les principes suivants:
 - *Immigration légale limitée aux proches et aux réfugiés politiques (preuves).*
 - *Les citoyens des pays de l'Union européenne peuvent s'installer librement en France et y travailler.*
 - *Ce sont des étrangers (ne peuvent pas voter aux élections nationales), mais sont assimilés aux Français.*
- Le droit du sol (naître en France donne la nationalité française) est réduit: un enfant né de deux parents étrangers garde la nationalité de ses parents, mais peut devenir français à 13 ou 18 ans, s'il a résidé en France un certain nombre d'années.
- Naturalisation possible par le mariage avec un concitoyen ou une concitoyenne française, mais période d'attente.

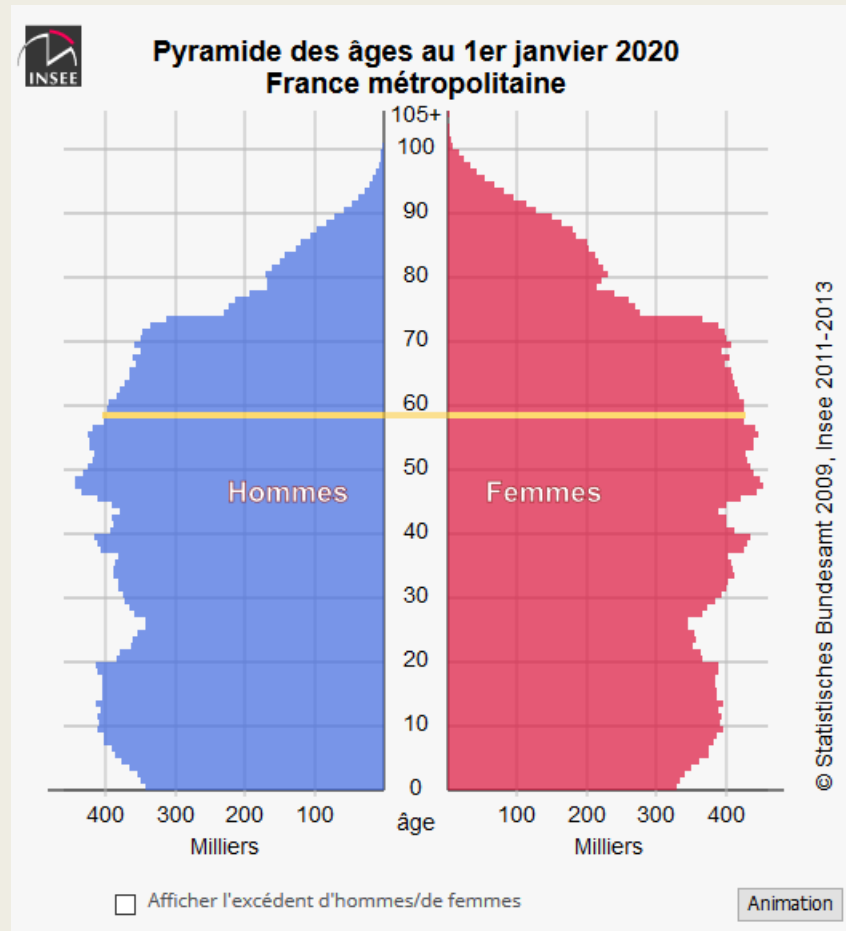
L'immigration

- Aujourd'hui: 20 millions de Français, presque un tiers de la population, ont une ascendance étrangère.
- Noms de famille à consonance étrangère: alsacien, corse, basque; le plus en Europe.
- Le président de la République élu en 2007, Nicolas Sarkozy: fils d'une Française et d'un immigré hongrois. Son épouse, Carla Bruni: fille d'immigrés italiens.
- Population de la France en 2021: 67 millions avec près de 6 millions d'étrangers, environ 9% de la population. Pourcentage inchangé depuis le début du 20^e siècle.
- Portugais, Algériens, Marocains, autres Européens, originaires de l'Afrique subsaharienne.
- Beaucoup prennent la nationalité française. Leur ethnicité disparaît de statistiques officielles. La loi française interdit l'établissement de statistiques ethniques.

L'immigration

- Sur ces 67 millions, il y a plus de 2 millions d'habitants des départements et collectivités d'outre-mer (Guadeloupe, etc.)
- Il n'inclut pas les 2 millions de Français qui résident à l'étranger.
- Le nombre des expatriés a augmenté depuis une trentaine d'années: jeunes aux diplômes élevés trouvant des situations plus intéressantes à l'étranger; unification de l'Europe et facilité croissante des communications.
- Départ pour d'autres pays de l'Union européenne comme l'Espagne , l'Irlande, ou l'Angleterre. Cela va-t-il changer avec Brexit?

La Pyramide des âges



Chaque génération se retrouve sur la pyramide. La pyramide des âges peut changer de forme avec le temps.

En 2020, 20% de la population de plus de 65 ans et 24% de la population de moins de 20 ans: problème pour l'avenir.

Le vieillissement de la population est dû à l'amélioration de la condition des femmes et au développement des systèmes de santé et de sécurité sociale.

Quel sera le rôle de l'élève français dans la forme que prendra la pyramide?

<https://pbs.twimg.com/media/EfNDMjBXkAA9hji.png>

Le système des retraites

- Les *Baby boomers* arrivent à l'âge de la retraite et les actifs ne sont pas assez nombreux pour leur donner un niveau de vie satisfaisant.
- Trois solutions: hausser les contributions, réduire le montant des pensions, réduire la durée de la retraite. Cette dernière solution est déjà utilisée dans les pays d'Europe et aux Etats-Unis.
- En France, la loi de 2010 a décrété que les salariés ne peuvent pas prendre leur retraite au taux plein avant 62 ans (autrefois, 60 ans et après 40 ans de cotisation).
- L'âge réel de départ à la retraite varie selon les professions, le nombre d'années d'activités, l'année de naissance, et la pénibilité du travail (seul pays en Europe).
- Age maximal de travail: 70 ans. Les syndicats voudraient encore plus une baisse.

Le système des retraites

- En France, « système de répartition » comme la Social Security aux Etats-Unis.
- Aux Etats-Unis, systèmes privés de pension « par capitalisation ».
- En France notion de solidarité sociale; aux Etats-Unis idée d'autosuffisance.
- Les retraites complémentaires sont obligatoires en France.
- Taux de mortalité infantile nettement plus bas en France qu'aux Etats-Unis (meilleure protection médicale)
- Espérance de vie à la naissance plus élevée pour les femmes en France (85 ans) qu'aux Etats-Unis (81 ans); pour les hommes (79 ans pour 77 ans).
- Record mondial de longévité: la Française, Jeanne Calment, née en 1875 et morte en 1997 à l'âge de 122 ans.

Le système d'assurance-santé

- Comme aux Etats-Unis, système privé de médecine: médecins praticiens indépendants payés par leurs patients.
- Une minorité, ceux qui travaillent dans les hôpitaux, sont salariés.
- En France, il y a un seul assureur principal (la Sécurité sociale) qui couvre tous les habitants du pays sans condition d'activité (*single payer system*) comme Medicare, mais pour tout le monde.
- L'assurance est obligatoire pour tous, et la prime payée est proportionnelle au revenu des individus. (différence avec les Etats-Unis).
- Ce n'est pas un *fringe benefit* laissé au choix de l'employeur; c'est un droit fondamental, le droit à la sécurité physique.
- On ne peut pas perdre son assurance, même si on perd son emploi, et on ne peut pas la refuser (solidarité sociale).
- « Affordable Care Act » 15% de la population américaine qui n'a pas d'assurance-santé.

La carte Vitale

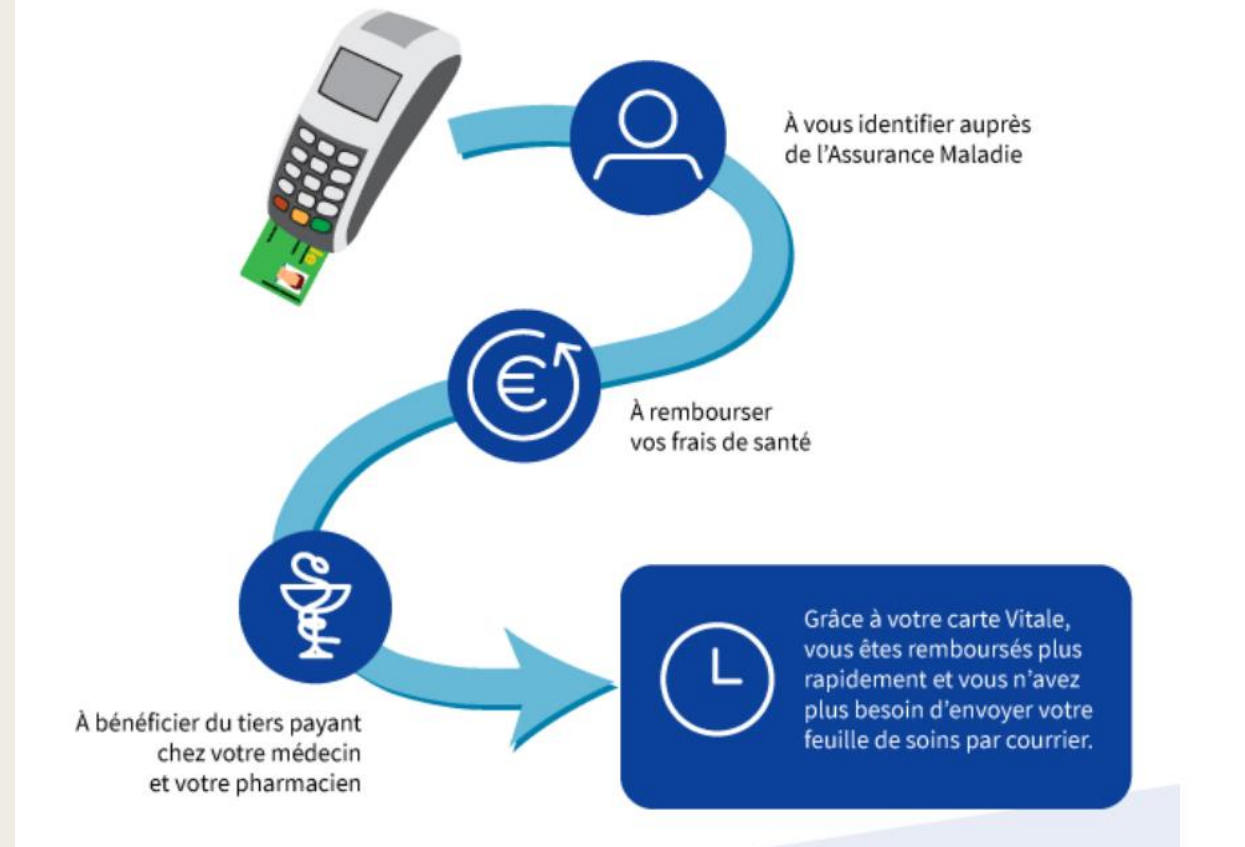
Votre carte Vitale contient tous les renseignements nécessaires au remboursement de vos frais de santé. En la présentant à votre médecin, vous avez ainsi l'assurance d'être automatiquement remboursé en une semaine, sans avoir besoin d'envoyer de feuille de soins.



<https://www.ameli.fr/sites/default/files/thumbnails/image/2021-06-infographie-carte-vitale.jpg>

La carte vitale

À quoi sert-elle ?



<https://www.ameli.fr/sites/default/files/thumbnails/image/2021-06-infographie-carte-vitale.jpg>

Le système d'assurance-santé

- On peut choisir librement son médecin.
- Les tarifs des actes médicaux sont négociés chaque année entre les syndicats de médecins et la Sécurité sociale.
- L'immense majorité des médecins (« médecins conventionnés ») suivent ces tarifs avec de légères variations locales liées au coût de la vie. Visite médicale, accouchement, appendicite, coûtent à peu près le même prix en France.
- Les prix des actes médicaux et des médicaments sont beaucoup moins élevés qu'aux Etats-Unis.
- Pourquoi? Un seul assureur → frais de gestion réduits; réglementation très stricte des investissements en technologie médicale; tarifs médicaux ne sont pas libres; prix des médicaments réglementé; études médicales presque gratuites → médecins n'ont pas à faire de gros emprunts pour leurs études.

Le système d'assurance-santé

- Toute publicité pour des services médicaux est interdite par la loi. Les fabricants de médicaments ne sont autorisés à communiquer des informations sur leurs produits qu'aux médecins.
- L'assurance médicale est financée par des cotisations, 13% du salaire à charge de l'employeur.
- Les travailleurs non salariés et les chômeurs paient une cotisation proportionnelle à leurs revenus.
- Les actes médicaux (les visites chez le médecin coûtent entre 23 et 30 euros) et les médicaments peu chers sont remboursés à 60, 70, ou 80% de leur prix par la Sécurité sociale.
- Les médicaments très chers et les hospitalisations sont remboursés à 100%, sauf un forfait hospitalier minime.
- Les Français paient ce qui n'est pas remboursé par une assurance privée à but non-lucratif souvent affiliée à des syndicats.
- Depuis 2006, un euro par visite (*co-pay*) et obligation d'avoir un médecin principal.

Le système d'assurance-santé

- Les médecins se plaignent du contrôle rigoureux exercé par la Sécurité sociale sur le secteur de la santé et du coût élevé des assurances contre les erreurs médicales.
- Les Français sont satisfaits.
- Mais, financement est une charge de plus en plus lourde pour le budget de la Sécurité sociale. Solution: « fiscaliser » l'assurance-santé par l'impôt sur le revenu.
- La charge des entreprises serait moins lourde, ce qui les rendrait plus compétitives.
- Dès 1990: impôt spécial sur les revenus, la contribution sociale généralisée (CGS) qui sert à redistribuer le financement de la Sécurité sociale et de l'assurance chômage.
- La France et les Etats-Unis ont une conception différente du rôle de l'Etat vis-à-vis de la démographie.
- Pour les Français, ces « acquis sociaux » sont des droits fondamentaux du citoyen: l'Etat = parent protecteur de ses enfants.

Le système d'assurance-santé

- Le système américain est basé sur le principe que le sort des familles concerne seulement les parents et pas le reste de la société.
- Parmi les autres pays occidentaux développés, les Etats-Unis sont le pays qui offre le moins d'aide publique aux familles à tous les niveaux.
- Pour les Français, le droit à une retraite décente et l'accès aux soins médicaux sont des droits fondamentaux.
- Tous les membres d'une société partagent la responsabilité d'avoir des enfants bien élevés et en bonne santé qui deviendront à leur tour des membres productifs de la société.
- Les Américains ont une vision plus individualiste.

Questions

- Faites une enquête auprès d'une dizaine d'Américaines et d'Américains sur leur accès au congé parental, à l'assurance médicale, ou à un système de retraite, et comparez-le avec ce qui existe aux Etats-Unis.